

LA LUTTE CONTRE LA DETTE EST UN COMBAT SOCIAL

« La dette est notre ennemi. 1200 milliards d'euros, un déficit budgétaire de 45 milliards d'euros, soit la quasi-totalité de l'impôt sur le revenu. Je veux stopper cette lente et sourde dégradation de nos finances publiques. Je suis le seul candidat qui s'en donne les moyens : mon programme est entièrement financé, et j'ai refusé de faire, durant cette campagne, des promesses que je ne pourrai tenir. Parce que je crois que notre première arme pour combattre la dette, c'est dire la vérité aux Français, arrêter de multiplier les promesses à tous et les cadeaux à chacun.

Je veux que l'État montre l'exemple, qu'il s'applique à lui-même les contraintes qu'il impose aux autres. Des économies seront faites dans « l'administration de papier », des moyens seront redistribués aux services publics essentiels. Je demanderai au Premier ministre de présenter rapidement des mesures de modernisation de l'État. La modernisation de l'État, la lutte contre la dette, ce sont deux sujets clés sur lesquels je m'engagerai personnellement. »

UNE RÈGLE POUR TOUS LES GOUVERNEMENTS

Inscrire dans la Constitution l'interdiction pour tout gouvernement de présenter un budget en déficit de fonctionnement, sauf en période de récession. L'emprunt doit servir uniquement pour les investissements d'avenir (hôpitaux, universités, transports,...)

SUPPRIMER LE DÉFICIT EN 3 ANS

Consacrer la moitié des recettes budgétaires nouvelles à la suppression en 3 ans du déficit de fonctionnement.

UNE FISCALITÉ JUSTE

Stabiliser le niveau des prélèvements obligatoires tant que la dette publique n'a pas diminué.

Refuser de baisser le bouclier fiscal qui bénéficie uniquement aux foyers les plus riches.

Exonérer les droits de succession en ligne directe jusqu'à 200 000 euros de patrimoine et plafonner les avantages liés aux niches fiscales.

LA RÉFORME DE L'ÉTAT

Améliorer l'efficacité de l'action publique, dans tous les secteurs. Il y a des secteurs qui exigent une garantie de moyens, comme l'Éducation nationale, ou une augmentation comme la Recherche, la Justice ou l'Université, mais des économies importantes peuvent être réalisées dans d'autres administrations, notamment là où, malgré la décentralisation, les dépenses de l'État sont restées inchangées ou ont augmenté. Pour montrer l'exemple, François Bayrou s'engage à **réduire de 20% le budget de l'Élysée.**

Simplifier le droit applicable aux citoyens dans un délai de trois ans avec leur participation.

Simplifier l'organisation des collectivités locales, clarifier les compétences et faire des économies : **unifier les départements et les régions** au sein d'une même collectivité.

Renforcer la **mobilité des fonctionnaires** au sein des trois fonctions publiques et vers le secteur privé, avec des formations adaptées.

Associer les collectivités locales à l'effort de redressement des finances publiques.

UN PROJET FINANCÉ

François Bayrou a détaillé le chiffrage de son projet qui a été confirmé par des organismes indépendants. Contrairement aux autres candidats qui multiplient les promesses intenables (plus de 60 milliards d'euros de dépenses non financées), François Bayrou équilibre, par 21 milliards d'économies, les 21 milliards d'euros de dépenses nouvelles nettes qu'il propose.